

Il faut davantage de moyens pour les femmes

Un collectif rassemblant près de 100 féministes, femmes et hommes, demande au président que les crédits alloués à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles passent à 1 milliard d'euros sur cinq ans

Samedi 25 novembre, Emmanuel Macron l'a juré, les femmes seront bien la grande cause nationale de son quinquennat. Il a également annoncé son plan d'action pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles. Un discours qui se voulait symboliquement fort et qui promet plusieurs mesures nouvelles, telles dix unités de psycho-traumatologie dans les centres hospitaliers ou l'augmentation des délais de prescription pour les mineurs, et reprend également des mesures existantes, comme la formation des professionnels (inscrite dans la loi depuis 2014), l'interrogation des pratiques des professionnels de santé (protocole du 5 novembre 2014) ou l'arrêt des bus de nuit à la demande (juillet 2015). Sauf

que ces mesures ne sont accompagnées d'aucun financement supplémentaire.

Le budget du secrétariat d'Etat sera «sanctuarisé à son plus haut niveau», 30 millions d'euros. En 2017, il était de 29,81 millions d'euros. Les féministes mesurent l'effort sans précédent... Les crédits interministériels consacrés à

l'égalité femmes-hommes passent de 400 millions à 420 millions d'euros. Bonne nouvelle ! Mais, là encore, il y a un loup : seuls 15 % sont consacrés à la lutte contre les violences. Ajoutons que les 20 millions supplémentaires reprennent des actions qui sont déjà effectuées, qui seront désormais labellisées «égalité». Il s'agit donc bien d'un tour de passe-passe budgétaire. Aucune augmentation du budget consacré aux droits des femmes ni à la lutte contre les violences, des annonces non financées. C'est ce qui s'appelle une opération de communication. Comment peut-on se contenter de si peu face à la réalité des violences infligées aux femmes dans notre pays ? 93 000 femmes adultes victimes chaque année de viol et de tentative de viol, 220 000 victimes de violences conjugales ou intrafamiliales, 550 000 victimes d'agressions sexuelles...

QUID DU MONDE DU TRAVAIL ?

Deuxième angle mort, le travail. 25 % des agressions sexuelles ont lieu au travail, où les rapports de domination se cumulent avec le lien de subordination et le risque de perdre son emploi pour les victimes qui auraient le courage de briser le silence. Les syndicats et les associations proposent des mesures à intégrer dans la loi, pour sanctionner les entreprises qui ne respectent pas leurs obligations de prévention et pour protéger les femmes victimes de violences. Ajoutons que le gouvernement supprime avec ses ordonnances les seuls outils de prévention au travail, les CHSCT. Au niveau international, nous

avons réussi à imposer à l'ordre du jour de l'Organisation internationale du travail, en juin 2018, l'examen d'une norme contre les violences et le harcèlement. Son contenu et sa portée dépendront de la position des Etats, aussi est-il regrettable qu'Emmanuel Macron n'en ait pas dit un mot samedi. Ce, d'autant que pour l'instant la position de la France est... étonnante : elle refuse que les violences fondées sur le genre soient identifiées spécifiquement dans cette norme.

Mais, que l'on se rassure, il y aura une session de rattrapage. M. Macron l'a dit, il s'agit de premières annonces. Et

heureusement, parce qu'aujourd'hui le compte n'y est pas, face à l'ampleur des violences sexistes et sexuelles.

D'ici là, nous exhortons le gouvernement à revoir sa copie et à prendre en compte, sans anathème, chantage ou pression sur aucune d'entre nous, les critiques des féministes. Nous demandons une augmentation budgétaire au moins équivalente à ce que l'Espagne a débloqué – à savoir 1 milliard d'euros sur cinq ans – associée à une loi-cadre

contre les violences permettant notamment de transposer dans le droit français la Convention d'Istanbul (sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique, ratifiée en 2014). Le respect du débat démocratique impose que l'on accepte, surtout sur un sujet si important, que ces annonces soient passées au crible, vérifiées, confrontées à la réalité et dénoncées pour ce qu'elles sont : très en deçà de l'enjeu et de l'urgence. ■



Ludmila Acone, historienne, **Ana Azaria**, présidente de Femmes Egalité, **Anne Baltazar**, syndicaliste, **Christine Bard**, historienne, **Marie-Noëlle Bas**, présidente des Chiennes de garde, **Françoise Basch**, professeure émérite à l'université Denis-Diderot, **Francine Bavay**, présidente de SOS Femmes Alternative, centre Flora-Tristan, **Delphine Beauvois**, auteure de littérature de jeunesse, **Maude Beckers**, avocate, **Fatima Benomar**, coporte-parole des Effronté-e-s, **Savine Bernard**, avocate, **Eric Beynel**, coporte-parole de Solidaires, **Gérard Biard**, président de Zeromacho, **Agnès Bihl**, chanteuse, **Sophie Binet**, pilote du collectif Femmes mixité de la CGT, **Rita Bonheur**, présidente de l'Union des femmes de Martinique, **Catherine Bloch-London**, militante féministe, **Emmanuelle Boussard-Verrecchia**, avocate, **Marie-Laure Brival**, gynécologue-obstétricienne, chef de service maternité des Lilas, **Michel Bozon**, sociologue, **Geneviève Brisac**, écrivaine, **Carole Cano**, syndicaliste CFE-CGC, **Pascale Carayon**, féministe, **Colina Cardì**, sociologue, **Marie-France Casalis**, porte-parole du Collectif féministe contre le viol, **Marie Cervetti**, militante féministe, **Carole Chotil-Rosa**, militante féministe, **Annick Coupé**, syndicaliste, **Saïd Darwane**, conseiller national UNSA, **Madelaine Da Silva**, militante féministe et des droits de l'enfant, **Michèle Dayras**, présidente de SOS-sexisme, **Laurence De Cock**, historienne, **Caroline De Haas**, militante féministe, **Christine Delphy**, sociologue, **Monique Dental**, présidente du réseau féministe Ruptures,

Héloïse Duché, militante féministe, **Sylvia Duverger**, blog «Féministes en tous genres», **Eric Fassin**, sociologue, **Christine Fauré**, historienne, **Aude Flévet**, association Le monde à travers un regard, **Léa Filoche**, militante féministe, **Geneviève Fraisse**, philosophe, **Jean Gadrey**, économiste, **Nicole Gadrey**, sociologue, **Valérie Ganne**, journaliste, auteure, **Sigrid Gérardin**, secrétaire nationale de la FSU, **Cécile Gondard-Lalanne**, coporte-parole de Solidaires, **Clara Gonzales**, initiatrice de «06 anti-relais», **Bernadette Groison**, secrétaire générale de la FSU, **Véronique Haché**, directrice générale d'Autolib' et de Velib' métropolitaine, **Anais Haddad**, coprésidente des Effronté-e-s, **Clémence Helfter**, dirigeante de l'Ugict-CGT en charge

de l'égalité F-H, **Alice Hoytigers**, ancienne militante du MLF, **Helena Hirata**, sociologue, **Violaine Husson**, responsable des questions de genre à la Cimade, **Clara Jaboulay**, présidente de l'Union nationale lycéenne, **Marie-Anne Juricic**, sociologue, **Danièle Kergoat**, sociologue, **Annie Lahmer**, féministe, **Mathilde Larrere**, historienne, **Sandra Laugier**, philosophe, **Lilâ Le Bas**, présidente de l'UNEF, **Élisabeth Leininger**, psychopraticienne, **Yannick Le Quentrec**, sociologue, **Séverine Lemière**, économiste, **Elliot Lepers**, chef d'entreprise, **Florence Lhote**, présidente de l'Association entraide et mouvement des femmes, **Sylvie Lizlard**, secrétaire nationale UNSA, **Raphaëlle Manière**, délégation droit des femmes du CESE, **Marie-Thérèse Martinelli**, Marche mondiale des femmes, **Philippe Martinez**,

secrétaire général de la CGT, **Christiane Marty**, Fondation Copernic, **Dominique Meda**, sociologue, **Mar Merita Blat**, militante féministe, **Florence Montreynaud**, *Encore féministes !*, **Tania Mouraud**, artiste plasticienne, **Solmaz Ozdemir**, SKB France, **Birthe Pedersen**, présidente d'ActionAid France-peuples solidaires, **Sophie Pochic**, sociologue, **Claire Poursin**, coprésidente des Effronté-e-s, **Soudeh Rad**, militante féministe, **Raphaëlle Rémy-Leleu**, porte-parole d'Osez le féminisme !, **Sabine Reynosa**, collectif Femmes mixte CGT, **Florence Rochefort**, historienne, **Marie-Sabine Roger**, auteure, **Suzy Rojzman**, porte-parole du Comité national pour les droits des femmes, **Roselyne Rollier**, présidente de la Maison des femmes Thérèse-Clerc, **Laure Salmons**, cofondatrice du collectif Féministes contre le cyberharcèlement et co-initiatrice de #SoyezauRDV, **Muriel Salmons**, présidente de l'association Mémoire traumatique et victimologie, **Zeynep Saygi**, Assemblée citoyenne des originaires de Turquie, **Sibylle Schwaier**, sociologue, **Geneviève Sellier**, professeure émérite à l'université Bordeaux-Montaigne, **Réjane Sénac**, politiste, **Rachel Silveira**, économiste, **Charlotte Soulyard**, cofondatrice de Chair collaboratrice, **Isabelle Thieuleux**, CNDF, **Loïc Trabut**, chercheur à l'INED, **Françoise Traverso**, présidente de l'Association internationale des droits de l'homme, **Elodie Tuaiton-Hibon**, avocate, **Céline Verzaletti**, secrétaire confédérale de la CGT, et **Françoise Vouillot**, psychologue